



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

BCLUE

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT

Tél : 04.68.51.68.66

Perpignan, le 4 juin 2020

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE 2020156-0001 du 4 juin 2020
Mettant en demeure la société BOURNET Serge & Fille de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de la carrière de Lesquerde.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'Arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018 030-0001 du 30/01/2018 autorisant la société BOURNET SERGE & FILLE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de gypse située aux lieux-dits « Camp d'en Caris », « Tarrabeu », « La Guichère », « Terrière », « Prat de Taulière » sur le territoire de la commune de LESQUERDE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant le 15 mai 2020 ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'au cours d'une visite réalisée le 18/02/2020, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités par rapport aux prescriptions applicables, qui sont détaillées dans la fiche de constats de faits de non-conformité annexée au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société BOURNET Serge et Fille de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de sa carrière de Lesquerde ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société BOURNET Serge et Fille dont le siège social est situé Chemin de la carrière 66 220 LESQUERDE, est mise en demeure, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

La société BOURNET Serge et Fille doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans le même délai de **6 mois**, **un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (factures, photographies, procédures...).**

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société BOURNET Serge et Fille des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Lesquerde, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,

Kévin MAZOYER

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS CONTENTIEUX

Article L181-17 du Code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R181-50 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Article R181-51 du Code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

RÉCLAMATION

Article R181-52 du Code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Annexe 1 : fiche de constat de faits non-conformes

Cette fiche peut être adressée sous format texte : demande à formuler à l'adresse : maryline.van-praet@developpement-durable.gouv.fr

Date de l'inspection : 18/02/2020		Exploitant : BOURNET Serge & Fille
N°	Constatations de l'inspection déclaration de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
Non-conformités (NC)		
NC1	<p>Référentiel : Article 7.3.3 AP du 30/01/18</p> <p>L'ensemble des ouvertures aux travaux souterrains sont fermées par des dispositifs suffisamment solides afin de prévenir toute intrusion humaine. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.</p> <p>Les accès sont régulièrement contrôlés.</p> <p>Constat :</p> <p>L'ensemble des accès à la carrière sont fermés par des grilles fixes, portes grillagées ou rideaux métalliques.</p> <p>L'exploitant confirme qu'en dehors des heures ouvrées, les accès sont fermés. Durant les heures d'activités, l'accès principal est maintenu libre pour permettre l'accès des camions pour le chargement du gypse.</p> <p>L'exploitant indique qu'un « cahier de permanence » a été mis en place qui est tenu par le surveillant d'installation, sur lequel sont notées toutes les entrées et sorties des intervenants extérieurs et des transporteurs.</p> <p>Par ailleurs des devis sont présentés pour la mise en place d'une barrière à l'entrée.</p> <p>Non-conformité à corriger :</p> <p>Les personnes étrangères ne peuvent avoir libre accès à la carrière. Durant les heures d'activité l'accès à la carrière doit être contrôlé.</p>	
NC2	<p>Référentiel : Article 7.3.5 AP du 30/01/18</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Constat :</p> <p>Les dernières vérifications électriques ont révélés plusieurs non-conformités récurrentes qui n'ont pas</p>	

Date de l'inspection : 18/02/2020		Exploitant : BOURNET Serge & Fille
N°	Constatations de l'inspection déclaration de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
	<p>été traitées.</p> <p>L'exploitant confirme que l'entreprise GRABOLOSE a été missionnée pour mettre en conformité les installations électriques suivant le rapport APAVE et produire le schéma des installations électriques</p> <p>Au jour de la visite la mise en conformité n'est pas achevée.</p> <p>Non-conformité à corriger :</p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise en conformité des installations électriques, établir le schéma des installations électriques, produire le rapport 2020 de vérification par un organisme agréé justifiant de la conformité.</p>	
NC3	<p>Référentiel : Article 7.6.3 AP du 30/01/18</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. [...] <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Constat :</p> <p>Le site dispose de 2 cuves GNR (nouvelle et ancienne) (niveau 296) et 1 cuve de GR (niveau 336).</p> <p>La cuve GR (2 x 1 000 L) n'est pas à double paroi et ne comporte pas de rétention.</p> <p>L'ancienne cuve de GNR non-conforme ne contient plus de produit.</p> <p>Non-conformité à corriger :</p> <p>La cuve GR doit être mise en conformité et en particulier placée sur rétention.</p> <p>L'ancienne cuve de GNR doit être évacuée.</p>	
NC4	<p>Référentiel : Article 7.7.4 AP du 30/01/18</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...] Une réserve d'eau d'au moins 60 m³ destinée à l'extinction, associée à une plate-forme permettant la mise en station des véhicules incendie, accessible en toutes circonstances, disposant de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. L'implantation de la réserve incendie doit recueillir l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau ;</p> <p>Constat :</p> <p>Le SDIS n'a pas donné son accord pour utiliser le bassin recueillant les eaux d'exhaure situé à</p>	

Date de l'inspection : 18/02/2020		Exploitant : BOURNET Serge & Fille
N°	Constatations de l'inspection déclaration de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
	<p>proximité de l'entrée nord de la carrière comme bassin incendie. Le SDIS souhaite que la réserve soit positionnée à l'extérieur de la carrière.</p> <p>L'exploitant présente des devis pour l'installation d'une bâche souple de réserve incendie.</p> <p>Non-conformité à corriger :</p> <p>Le site doit être doté de la réserve incendie de 60 m³ conformément aux dispositions de l'article 7.7.4. L'implantation de la réserve incendie doit recueillir l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours</p>	
NC5	<p>Référentiel : Article 8.1.6 AP du 30/01/18</p> <p>La partie exploitée du gisement doit respecter les distances de sécurité ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 15 m toutes directions entre les anciens travaux (antérieurs à 1991) et les nouveaux travaux ; [...] ✓ 20 m horizontal de part et d'autre du RD 19 ; <p>Constat :</p> <p>L'audit de l'arrêté fait ressortir que lors des travaux récents du niveau 270, trois galeries (EF35, EF34 et EF33) ont mordu dans le stot de protection de la route (de moins de 4 m pour chaque galerie pour un stot de protection de 20 m).</p> <p>L'exploitant confirme que ces zones ont été remblayées.</p> <p>Par ailleurs au niveau 290, une galerie empiète sur le stot de protection lié aux anciens travaux (Galeries I37 - I38 et I38 - H38).</p> <p>L'exploitant confirme que le remblayage est prévu et sera réalisé dès finalisation des travaux sur le niveau.</p> <p>Non-conformité à corriger :</p> <p>Le stot de protection du niveau 290 doit être restitué.</p>	
		<p>Identification du représentant mandaté par l'exploitant, qui reconnaît avoir donné les suites exposées ci-dessus aux non-conformités et aux observations relevées lors de l'inspection de la DREAL.</p> <p>Nom : Prénom :</p> <p>Fonction :</p> <p>Date :</p> <p>Signature :</p>